

Un grand commis européen

Article paru dans l'édition du 24.12.10

Hommage collectif à Tommaso Padoa-Schioppa

Avec la disparition de Tommaso Padoa-Schioppa (*Le Monde* du 23 décembre), survenue brutalement à Rome samedi 18 décembre, l'Europe perd un « grand commis » qui a marqué de son empreinte le difficile chemin vers l'unité.

Né en 1940 à Belluno, il grandit dans l'Italie du « miracle économique » ; au lendemain de brillantes études à l'université Bocconi de Milan et au Massachusetts Institute of Technology (MIT), il choisit la voie - atypique pour son milieu d'origine et pour sa formation - du service public, qu'il ne devait plus quitter.

Entré en 1968 à la Banque d'Italie, pépinière de grands serviteurs de l'Etat italien, il en gravit rapidement les échelons. C'est lors de son départ de cette institution, à laquelle le liaient des sentiments très forts, qu'il va tisser un réseau de premier ordre dans le monde des banquiers centraux, alternant des positions de premier plan au niveau national et dans les institutions internationales (Commission européenne, Banque des règlements internationaux, Fonds monétaire international).

Très tôt, il prend position pour un renforcement de l'intégration économique par un volet monétaire. Comme beaucoup d'Italiens de sa génération, il voit dans l'ancrage à l'Europe une façon d'amener son pays sur la voie d'une plus grande rigueur. Conscient des limites du système monétaire européen des années 1980, il joue un rôle décisif dans la mise en place de la monnaie unique en qualité de rapporteur du comité sur l'union monétaire, rôle qui lui vaudra d'être désigné par le Conseil européen comme membre du directoire de la Banque centrale européenne lors de la mise en place de cette dernière (1999).

A la fin de ce mandat, cet homme discret, mais dont l'expérience était unanimement reconnue, choisit de poursuivre son travail de militant de la construction européenne, en acceptant notamment de prendre la présidence de l'association Notre Europe, tout en enseignant pour passer le témoin aux jeunes générations.

Il est cependant rattrapé par la chose publique lorsque Romano Prodi, redevenant président du Conseil en 2006, fait appel à lui pour redresser les finances publiques italiennes. Ceux qui le connaissent savent que c'est par sens du devoir qu'il a accepté cette redoutable mission. Il était conscient que sa rigueur l'exposerait à bien des critiques, mais n'entendait pas se prêter au petit jeu de la politique politicienne.

Lucidité et énergie

La même rigueur devait le conduire à porter un jugement sévère sur les débordements qui ont conduit les marchés financiers à la crise. Ces dernières années l'ont vu oeuvrer sans relâche pour une meilleure régulation, tant au niveau européen, où ses conseils étaient recherchés, qu'au niveau international, à la tête du Board of Trustees du bureau des standards comptables internationaux (IASB). Il n'avait pas son pareil pour réduire un problème complexe en série d'alternatives simples, dans lesquelles il faisait souvent le choix de l'audace.

Profondément attaché à ses racines nationales, cet homme de culture, polyglotte et cosmopolite, avait compris que l'intérêt national et la construction européenne n'ont rien d'antinomique. Pour lui, l'union de Europe était avant tout une façon de produire des biens publics indispensables au bien-être des citoyens et de permettre à leurs intérêts essentiels de se faire entendre sur la scène internationale.

Dans les temps troublés que nous traversons, la profondeur de ses analyses, sa lucidité et son énergie vont nous manquer.

Jacques Delors, Renaud Dehousse, Gaëtane Ricard-Nihoul

